

221. Stavelot  
222. Stoumont  
223. Tellin  
224. Tenneville  
225. Theux  
226. Thimister-Clermont  
227. Thuin  
228. Tinlot  
229. Tintigny  
230. Doornik  
231. Trois-Ponts  
232. Trooz  
233. Tubeke  
234. Vaux-sur-Sûre  
235. Verlaine  
236. Verviers  
237. Vielsalm  
238. Villers-la-Ville  
239. Villers-Le-Bouillet  
240. Viroinval  
241. Virton  
242. Wezet  
243. Vresse-Sur-Semois  
244. Waimes  
245. Walcourt  
246. Walhain  
247. Wanze  
248. Borgworm  
249. Wasseiges  
250. Waterloo  
251. Welkenraedt  
252. Wellin  
253. Yvoir

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2021 tot erkenning van de droogte van 2020 als landbouwcrisis, tot afbakening van de geografische uitgestrektheid en de spreiding in de tijd van deze ramp en tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van de hersteltegemoetkoming.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31919]

**8 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à simplifier les délégations contenues dans les législations applicables en matière d'Environnement, de Nature, de Forêt et de Bien-être animal**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les articles 2, modifié par le décret du 6 décembre 2001, 5, remplacé par le décret du 6 décembre 2001, 31*bis*, inséré par le décret du 28 juin 2001, et 58*bis*, inséré par le décret du 4 octobre 2018;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, article 8;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 36, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, remplacé par la loi du 4 mai 1995 et modifié par la loi du 22 décembre 2003;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, modifié par le décret du 11 mars 1999 et renuméroté par le décret du 20 décembre 2001;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 41, modifié par les décrets des 13 mars 2014 et 23 juin 2016, et 55, § 7, alinéa 4, modifié par le décret du 4 juillet 2002;

Vu la partie décrétable du Livre Ier du Code de l'Environnement, les articles D. 147, alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par le décret du 5 juin 2008, D. 149*bis*, §§ 2et 3, inséré par le décret du 4 octobre 2018 et D.160;

Vu la partie décrétable du livre II du Code de l'Environnement, article D. 222/1, inséré par le décret du 23 juin 2016;

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'article 35, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, modifié par les décrets des 19 décembre 2007, 5 juin 2008 et 5 décembre 2008;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.105, modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu le Code wallon du Bien-être des animaux, les articles D.20, § 1<sup>er</sup>, et D.28;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 1995 portant le règlement des autorisations de faire circuler des véhicules autres que de navigation sur les berges, les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, en exécution de l'article 58bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Vu l'arrêté royal du 12 mars 1999 fixant les conditions d'obtention d'une dérogation à l'interdiction de se servir de chiens comme bêtes de somme ou de trait;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 fixant des dérogations aux mesures de protection des oiseaux;

Vu la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement;

Vu la partie réglementaire du livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'eau;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 relatif à la saisie administrative d'animaux;

Vu le rapport du 19 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du 3 mai 2021 de l'Inspection des finances;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 28 mai 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 4 octobre 2018 relatif au Code wallon du Bien-être animal;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt et du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 21 février 1984 relatif à la protection des escargots comestibles indigènes, les mots « Le Ministre qui a la Conservation de la nature dans ses attributions » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 1995 portant le règlement des autorisations de faire circuler des véhicules autres que de navigation sur les berges, les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, en exécution de l'article 58bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature*

**Art. 2.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 1995 portant le règlement des autorisations de faire circuler des véhicules autres que de navigation sur les berges, les digues ainsi que dans le lit des cours d'eau et les passages à gué, en exécution de l'article 58bis de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions via le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacés par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. »;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 3, les mots « le Ministre ayant la conservation de la nature dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 12 mars 1999 fixant les conditions d'obtention d'une dérogation à l'interdiction de se servir de chiens comme bêtes de somme ou de trait*

**Art. 3.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 12 mars 1999 fixant les conditions d'obtention d'une dérogation à l'interdiction de se servir de chiens comme bêtes de somme ou de trait, les mots « le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles, Environnement ».

**Art. 4.** Dans l'article 2 du même arrêté, les mots : « des Services Vétérinaire du Ministère de l'Agriculture » sont remplacés par les mots : « du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets*

**Art. 5.** A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 juillet 2017 et 5 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots « le Ministre » et les mots « peut favoriser la valorisation »;

2° dans le paragraphe 5, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou à son délégué » sont insérés entre les mots: « au Ministre » et les mots « dans les septante jours »;

3° dans le paragraphe 6, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou son délégué » sont insérés entre les mots Le Ministre » et les mots « statue sur la demande ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon*

**Art. 6.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'agrément des organismes d'éducation à la nature et aux forêts et à l'octroi de subventions pour leurs activités de formation et de sensibilisation au patrimoine naturel wallon, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le Ministre » sont à chaque fois remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° le mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 7.** Dans l'article 72, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Ministre de l'Environnement, à l'adresse de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » sont remplacé par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 8.** A l'article 75 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Ministre de l'Environnement » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° à l'alinéa 2, les mots « le Ministre de l'Environnement » sont remplacés par « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE VII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 fixant des dérogations aux mesures de protection des oiseaux*

**Art. 9.** A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 fixant des dérogations aux mesures de protection des oiseaux les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° au paragraphe 2, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 10.** Dans l'article 16 du même arrêté les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE VIII. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'Environnement*

**Art. 11.** A l'article R. 101 de la partie réglementaire du Livre Ier du Code de l'environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° les mots « la D'GARNE » sont remplacé par les mots « du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 12.** A l'article R. 105 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots : « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° les mots « la D'GARNE » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 13.** Un chapitre VII, contenant un article R.117 est inséré après l'article R.116 du même livre, libellé comme suit :

« Chapitre VII. — Modalité du recours visé à l'article D.150

Art. R.117. § 1<sup>er</sup>. Le recours visé à l'article D.150 est introduit en un exemplaire à l'adresse du directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui est chargé d'en assurer l'instruction.

§ 2. Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement instruit le recours et envoie le dossier de recours ainsi que son rapport d'instruction au Ministre dans un délai de quinze jours à dater du premier jour suivant la réception du recours. ».

CHAPITRE IX. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau*

**Art. 14.** A l'article R. 412 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 mai 2012 et 1<sup>er</sup> décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « au directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

2° dans le paragraphe 3 les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 15.** A l'article R. 413, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 mai 2012 et 1<sup>er</sup> décembre 2016, du même Code les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup> les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article R. 416, alinéa 2, du même Code, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE X. — *Modifications de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux*

**Art. 17.** A l'article 2 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 2009 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 11 mai 2017 et 7 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 5/1, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « au directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

2° dans le paragraphe 6, le mot « Ministre » est à chaque fois remplacé par les mots « directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 18.** L'alinéa 2 de l'article 19/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 15 novembre 2010 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement publie sur le site internet sur Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement la liste des pays et des élevages qui répondent aux conditions exigées. »

CHAPITRE XI. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation*

**Art. 19.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 relatif aux plans de réhabilitation est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le plan d'assainissement visé à l'article 35, § 2, du décret, est soumis à l'approbation du fonctionnaire technique. ».

**Art. 20.** Dans l'article 4, alinéa 1, du même arrêté les mots « 7 exemplaires » sont remplacés par « 1 exemplaire ».

**Art. 21.** Dans l'article 4, alinéa 2, du même arrêté les mots « et au Ministre » sont supprimés.

**Art. 22.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les mots « et au Ministre » sont supprimés.

**Art. 23.** Dans l'article 6 du même arrêté, l'alinéa 2 est supprimé.

**Art. 24.** Dans l'article 7 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire technique statue sur le plan et envoie sa décision au redevable dans les cent vingt jours qui suivent la notification que le dossier est recevable. ».

**Art. 25.** Dans l'article 9 du même arrêté, les mots :

« Sur proposition du fonctionnaire technique, le Ministre peut, à tout moment, après avoir donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue » sont remplacés par les mots « Le fonctionnaire technique peut, à tout moment, sur demande du redevable ou d'initiative après avoir donné au redevable la possibilité de faire valoir son point de vue ».

**Art. 26.** Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le fonctionnaire technique » et les mots « il a approuvé le plan » sont remplacés par « le plan a été approuvé ».

**Art. 27.** Dans l'article 12, alinéa 2, du même arrêté, les mots « le Ministre ou » sont supprimés.

**Art. 28.** L'article 13, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit : « Sur base d'un rapport final transmis par le redevable, le fonctionnaire technique constate, à l'échéance du plan de réhabilitation, la réalisation ou non des conditions imposées ».

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du même arrêté, les mots «, sur rapport du fonctionnaire technique, » sont insérés entre les mots « plan » et « que ».

§ 2. L'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° du même arrêté est remplacé par « 2° lors du retrait de la décision par laquelle le plan a été approuvé, conformément à l'article 10 ».

**Art. 30.** Dans l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « au fonctionnaire technique ».

**Art. 31.** Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots : « le fonctionnaire technique »;

2° les mots «, sur avis du fonctionnaire technique conformément à l'article 6, » sont supprimés.

**Art. 32.** Dans l'article 17/1, paragraphe 1er, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'arrêté ministériel » sont remplacés par les mots : « la décision » ;

2° les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire technique ».

CHAPITRE XII. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau*

**Art. 33.** Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mars 2009 réglementant la circulation sur et dans les cours d'eau, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'inspecteur général du département de la Ruralité et des Cours d'eau du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, désigne les aires d'embarquement et de débarquement, après avis du collège communal et du Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement. ».

CHAPITRE XIII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit*

**Art. 34.** Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 35.** Dans l'article 12 du même arrêté les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « au directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 36.** Dans l'article 13 du même arrêté les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

CHAPITRE XIV. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 relatif à la saisie administrative d'animaux*

**Art. 37.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 avril 2016 relatif à la saisie administrative d'animaux, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 septembre 2018 et 7 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1° les mots « de la Direction générale opérationnelle » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie » ;

b) au 5° les mots « de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 38.** Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, les mots « par le Ministre » sont remplacés par les mots « par le Ministre, son délégué ».

**Art. 39.** L'article 6/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6/2. § 1<sup>er</sup>. Lorsque la saisie est réalisée à l'initiative de l'agent, le Ministre ou son délégué fixe la destination de l'animal dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception par le Service du procès-verbal visé à l'article D.149bis, § 2, du Livre Ier du Code de l'Environnement, et de la décision de saisie.

En l'absence de décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ou son délégué notifie au responsable de l'animal, la levée de la saisie et la possibilité de prendre possession de l'animal à l'adresse où il est hébergé.

§ 2. Lorsque la saisie est réalisée à l'initiative du bourgmestre, ce dernier décide de la destination de l'animal dans un délai de soixante jours à compter de la date de la décision de saisie.

En l'absence de décision adoptée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le bourgmestre notifie au responsable de l'animal la levée de la saisie et la possibilité de prendre possession de l'animal à l'adresse où il est hébergé. »

**Art. 40.** Dans l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2018, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « le Ministre, son délégué ».

CHAPITRE XV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention d'une phytolice*

**Art. 41.** Dans l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 avril 2016 relatif à la formation initiale et continue, et à l'évaluation des connaissances nécessaires pour l'obtention d'une phytolice, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ».

**Art. 42.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement ».

CHAPITRE XVI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 relatif au financement des installations de gestion des déchets relevant des communes et des associations de communes*

**Art. 43.** A l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 relatif au financement des installations de gestion des déchets relevant des communes et des associations de communes les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 3° les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre ».

**Art. 44.** Dans l'article 12, paragraphe 4 du même arrêté les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre ».

**Art. 45.** A l'article 17 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre » ;

2° au paragraphe 4, les mots « le Gouvernement » sont à chaque fois remplacés par les mots « le Ministre ».



Le Ministre présente annuellement au Gouvernement un rapport comprenant la liste des subventions accordées, leur montant et la date à laquelle elles ont été accordées.

**Art. 46.** Dans l'article 19, paragraphe 2, alinéa 2, du même arrêté les mots « du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre ».

CHAPITRE XVII. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus*

**Art. 47.** A l'article 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2018 fixant la liste des mammifères qui peuvent être détenus, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « auprès du Ministre » sont remplacés par les mots « auprès de l'inspecteur général du département du Développement, de la Ruralité et des Cours d'eau et du Bien-Être animal de l'administration »;

2° au paragraphe 2, le mot « Ministre » est à chaque fois remplacé par les mots « directeur général de l'administration »;

3° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général de l'administration ».

**Art. 48.** Dans l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 février 2019, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Le directeur général de l'administration ».

CHAPITRE XVIII. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 relatif à la prévention des déchets de papier publicitaire et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets*

**Art. 49.** § 1<sup>er</sup>. L'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 2006 relatif à la prévention des déchets de papier publicitaire est abrogé.

§ 2. A l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'article 2, les mots « - les déchets de papier; » et « - les déchets photographiques » sont supprimés;

2° le chapitre IV intitulé « Des déchets de papier » est abrogé;

3° le chapitre IX intitulé « Des déchets photographiques » est abrogé.

CHAPITRE XIX. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols*

**Art. 50.** Dans l'article 118, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols, les mots « 31 octobre » sont remplacés par les mots « 31 mars ».

CHAPITRE XX. — *Dispositions finales*

**Art. 51.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2021.

**Art. 52.** Les procédures entamées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent conformément aux règles en vigueur à cette date.

**Art. 53.** La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt et du Bien-être animal est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2021/31919]

**8. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Vereinfachung der Vollmachtsübertragungen in den Rechtsvorschriften, die in Sachen Umwelt, Natur, Forstwesen und Tierschutz anwendbar sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 2, abgeändert durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, Artikel 5, ersetzt durch das Dekret vom 6. Dezember 2001, Artikel 31bis, eingefügt durch das Dekret vom 28. Juni 2001, und Artikel 58bis, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, Artikel 8;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 36 Absatz 1 Ziffer 7, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Mai 1995 und abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 2003;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 8 § 1 Ziffer 2, abgeändert durch das Dekret vom 11. März 1999 und unnummeriert durch das Dekret vom 20. Dezember 2001;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 41, abgeändert durch die Dekrete vom 13. März 2014 und 23. Juni 2016, und Artikel 55 § 7 Abs. 4, abgeändert durch das Dekret vom 4. Juli 2002;

Aufgrund des dekretalen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.147 Abs. 1, eingefügt durch das Dekret vom 5. Juni 2008, Artikel D.149bis §§ 2 und 3, eingefügt durch das Dekret vom 4. Oktober 2018 und Artikel D.160;

Aufgrund des dekretalen Teils des Buches II des Wallonischen Umweltgesetzbuches, Artikel 222/1, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016;

Aufgrund des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, Artikel 35 § 2 Abs. 1 Ziffer 2, abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2007, 5. Juni 2008 und 5. Dezember 2008;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.105, abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.20 § 1 und D.28;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 1995 zur Regelung der Genehmigungen für den Verkehr von Fahrzeugen mit Ausnahme von Wasserfahrzeugen auf Ufern, Deichen, Flussbetten und Furten, in Ausführung des Artikels 58bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. März 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Erlangung einer Abweichung von dem Verbot, Hunde als Last- und Zugtiere zu benutzen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Festlegung von Ausnahme genehmigungen in Zusammenhang mit den Maßnahmen zum Schutz der Vögel;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung des Verkehrs auf und in den Wasserläufen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 über die administrative Beschlagnahme von Tieren;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 19. Februar 2021;

Aufgrund der Stellungnahme des Finanzinspektors vom 3. Mai 2021;

Aufgrund des am 28. Mai 2021 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung des Dekrets vom 4. Oktober 2018 über das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I. — Änderung im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken*

**Artikel 1** - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 21. Februar 1984 über den Schutz der einheimischen essbaren Schnecken werden die Wörter "Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört," durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

*KAPITEL II. — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 1995 zur Regelung der Genehmigungen für den Verkehr von Fahrzeugen mit Ausnahme von Wasserfahrzeugen auf Ufern, Deichen, Flussbetten und Furten, in Ausführung des Artikels 58bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur*

**Art. 2** - Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 1995 zur Regelung der Genehmigungen für den Verkehr von Fahrzeugen mit Ausnahme von Wasserfahrzeugen auf Ufern, Deichen, Flussbetten und Furten, in Ausführung des Artikels 58bis des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, über den Generaldirektor der Generaldirektion Naturschätze und Umwelt" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

2° in Absatz 3 werden die Wörter "Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört," durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL III. — *Änderungen im Königlichen Erlass vom 12. März 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Erlangung einer Abweichung von dem Verbot, Hunde als Last- und Zugtiere zu benutzen*

**Art. 3** - In Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 12. März 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Erlangung einer Abweichung von dem Verbot, Hunde als Last- und Zugtiere zu benutzen, werden die Wörter "Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört," durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Wörter "der Veterinärdienste des Ministeriums der Landwirtschaft" durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL IV. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle*

**Art. 5** - In Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 und 5. Juli 2018, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "der Minister" durch die Wörter "der Minister oder sein Beauftragter" ersetzt;

2° in Paragraph 5 Absatz 1 werden die Wörter "dem Minister" durch die Wörter "dem Minister oder seinem Beauftragten" ersetzt;

3° in Paragraph 6 Absatz 1 werden die Wörter "Der Minister" durch die Wörter "Der Minister oder sein Beauftragter" ersetzt.

KAPITEL V. — *Änderung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe*

**Art. 6** - Artikel 4 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 8. Februar 2002 über die Zulassung der Einrichtungen für die Natur- und Forsterziehung und die Gewährung von Zuschüssen für ihre Aktivitäten im Bereich der Ausbildung und der Sensibilisierung für das wallonische Naturerbe wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "Der Minister" werden stets durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

2° das Wort "Minister" wird stets durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL VI. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 7** - In Artikel 72 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter "Minister der Umwelt an die Anschrift der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 75 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Minister der Umwelt" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter "Minister der Umwelt" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL VII. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Festlegung von Ausnahmegenehmigungen in Zusammenhang mit den Maßnahmen zum Schutz der Vögel*

**Art. 9** - In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 zur Festlegung von Ausnahmegenehmigungen in Zusammenhang mit den Maßnahmen zum Schutz der Vögel werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "Der Minister" durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

2° in Paragraph 2 wird das Wort "Minister" durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

**Art. 10** - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die Wörter "Der Minister" stets durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL VIII. — *Änderungen im verordnungsrechtlichen Teil von Buch I des Umweltgesetzbuches*

**Art. 11** - Artikel R.101 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° das Wort "Minister" wird durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

2° die Wörter "der D'GARNE" werden durch die Wörter "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

**Art. 12** - Artikel R.105 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2008, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Minister" wird durch die Wörter "Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt;

2° die Wörter "der D'GARNE" werden durch die Wörter "dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" bzw. "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.



**Art. 13** - Nach Artikel R.116 desselben Buches wird ein Kapitel VII mit dem Artikel R.117 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Kapitel VII. — Modalitäten für den Einspruch nach Artikel D.150

Art. R.117 - § 1. Der Einspruch im Sinne von Artikel D.150 wird in einem Exemplar bei dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt eingereicht; dieser wird mit dessen Untersuchung beauftragt.

§ 2. Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt untersucht den Einspruch und übermittelt die entsprechende Akte sowie seinen Untersuchungsbericht dem Minister binnen fünfzehn Tagen ab dem ersten Tag nach dem Eingang des Einspruchs.“

KAPITEL IX. — *Änderungen im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

**Art. 14** - Artikel R.412 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012 und 1. Dezember 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter „dem Minister“ durch die Wörter „dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

2° in Paragraf 3 werden die Wörter „Der Minister“ durch die Wörter „Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**Art. 15** - Artikel R.413 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. Mai 2012 und 1. Dezember 2016, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Paragraf 1 wird das Wort „Minister“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

2° Paragraf 2 wird aufgehoben.

**Art. 16** - In Artikel R.416 Abs. 2 desselben Gesetzbuches wird das Wort „Minister“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

KAPITEL X. — *Änderungen im Königlichen Erlass vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren*

**Art. 17** - Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 27. April 2007 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen für Einrichtungen für Tiere und der Bedingungen für die Vermarktung von Tieren, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 18. März 2009 und die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017 und 7. Februar 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 5/1 wird das Wort „Minister“ durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

2° in Paragraf 6 wird das Wort „Minister“ stets durch die Wörter „Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**Art. 18** - Artikel 19/5 Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 15. November 2010 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt veröffentlicht die Liste der Länder und Zuchtbetriebe, die die verlangten Bedingungen erfüllen, auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt.“

KAPITEL XI. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne*

**Art. 19** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 über die Rehabilitierungspläne wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 2 - Der Sanierungsplan im Sinne von Artikel 35 § 2 des Dekrets unterliegt der Genehmigung des technischen Beamten. ».

**Art. 20** - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „7 Exemplaren“ durch die Wörter „1 Exemplar“ ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 4 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter „und dem Minister“ gestrichen.

**Art. 22** - In Artikel 5 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden die Wörter „und dem Minister“ gestrichen.

**Art. 23** - In Artikel 6 desselben Erlasses wird der 2. Absatz gestrichen.

**Art. 24** - In Artikel 7 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

„Der technische Beamte befindet über den Plan und übermittelt dem Abgabepflichtigen seinen Beschluss innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach der Zustellung des Bescheids, dass die Akte zulässig ist.“

**Art. 25** - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die Wörter:

„Auf Vorschlag des technischen Beamten kann der Minister, nachdem er dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit gegeben hat, seinen Standpunkt gelten zu lassen,“ durch folgende Wörter ersetzt: „Der technische Beamte kann auf Antrag des Abgabepflichtigen oder aus Eigeninitiative, nachdem er dem Abgabepflichtigen die Möglichkeit gegeben hat, seinen Standpunkt gelten zu lassen,“.

**Art. 26** - In Artikel 10 desselben Erlasses werden die Wörter „Der Minister“ durch die Wörter „Der technische Beamte“ und die Wörter „durch den er den Plan genehmigt hat“ durch die Wörter „durch den der Plan genehmigt wurde“ ersetzt.

**Art. 27** - In Artikel 12 Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter „der Minister oder“ gestrichen.

**Art. 28** - Artikel 13 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt: „Auf der Grundlage eines Schlussberichts, der vom Abgabepflichtigen übermittelt wird, stellt der technische Beamte am Fälligkeitsdatum des Rehabilitierungsplans fest, ob die auferlegten Bedingungen erfüllt wurden oder nicht“.

**Art. 29** - § 1. In Artikel 14 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Erlasses werden die Wörter „, auf Bericht des technischen Beamten,“ zwischen die Wörter „des Plans“ und „feststellt“ eingefügt.

§ 2. Artikel 14 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses wird durch die Wörter „2° wenn der Beschluss, durch den der Plan genehmigt wurde, gemäß Artikel 10 rückgängig gemacht wird“.

**Art. 30** - In Artikel 16 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter „dem Minister“ durch die Wörter „dem technischen Beamten“ ersetzt.

**Art. 31** - Artikel 17 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter „der Minister“ werden durch die Wörter „der technische Beamte“ ersetzt;

2° die Wörter „auf Gutachten des technischen Beamten gemäß Artikel 6“ werden gestrichen.

**Art. 32** - Artikel 17/1 § 1 Ziffer 3 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 6. Dezember 2018, wird folgendermaßen abgeändert:

1° die Wörter „Ministerielle Erlass“ werden durch das Wort „Beschluss“ ersetzt;

2° die Wörter „der Minister“ werden durch die Wörter „der technische Beamte“ ersetzt.

**KAPITEL XII. — Änderung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung des Verkehrs auf und in den Wasserläufen**

**Art. 33** - Artikel 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. März 2009 zur Regelung des Verkehrs auf und in den Wasserläufen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Der Generalinspektor der Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe des Öffentlichen Dienstes der Wallonie bestimmt die Anlege- und Ablegeflächen, nachdem das Gemeindegremium und die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie ihre Stellungnahme abgegeben haben. ».

**KAPITEL XIII. — Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm**

**Art. 34** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm werden die Wörter „der Minister“ durch die Wörter „der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**Art. 35** - In Artikel 12 desselben Erlasses werden die Wörter „dem Minister“ durch die Wörter „dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**Art. 36** - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die Wörter „Der Minister“ durch die Wörter „Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**KAPITEL XIV. — Änderung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 über die administrative Beschlagnahme von Tieren**

**Art. 37** - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. April 2016 über die administrative Beschlagnahme von Tieren, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018 und 7. Februar 2019, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 werden die Wörter „der operativen Generaldirektion“ durch die Wörter „des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ ersetzt;

b) in Ziffer 5 werden die Wörter „der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie“ durch die Wörter „des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt“ ersetzt.

**Art. 38** - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018, werden die Wörter „von dem Minister“ durch die Wörter „von dem Minister, seinem Beauftragten“ ersetzt.

**Art. 39** - Artikel 6/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 2018, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 6/2 - § 1. Wenn die Beschlagnahme auf Initiative des Bediensteten durchgeführt wird, bestimmt der Minister oder sein Beauftragter den Bestimmungsort des Tieres innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Protokolls nach Artikel D.149bis § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches und dem Datum des Beschlagnahmebeschlusses.

Wenn der Beschluss nach Absatz 1 fehlt, teilt der Minister oder sein Beauftragter der für das Tier verantwortlichen Person die Aufhebung der Beschlagnahme und die Möglichkeit, das Tier an dessen Aufenthaltsort in Besitz zu nehmen, mittels einer Notifizierung mit.

§ 2. Wenn die Beschlagnahme auf Initiative des Bürgermeisters erfolgt, beschließt Letzterer über den Bestimmungsort des Tieres innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum des Beschlagnahmebeschlusses.

Wenn ein kraft Absatz 1 gefasster Beschluss fehlt, teilt der Bürgermeister der für das Tier verantwortlichen Person die Aufhebung der Beschlagnahme und die Möglichkeit, das Tier an dessen Aufenthaltsort in Besitz zu nehmen, mittels einer Notifizierung mit. »

**Art. 40** - In Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. September 2018, werden die Wörter „der Minister“ durch die Wörter „der Minister, sein Beauftragter“ ersetzt.

KAPITEL XV. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung einer Phytolizenz*

**Art. 41** - In Artikel 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. April 2016 über die Erstaus- und Weiterbildung, und über die Bewertung der erforderlichen Kenntnisse für die Erlangung einer Phytolizenz werden die Wörter "der Minister" durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

**Art. 42** - In Artikel 4 Abs. 1 desselben Erlasses werden die Wörter "Der Minister" durch die Wörter "Der Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" ersetzt.

KAPITEL XVI. — *Änderung im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. September 2016 zur Finanzierung der in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden und der Gemeindevereinigungen fallenden Abfallbewirtschaftungsanlagen*

**Art. 43** - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. September 2016 zur Finanzierung der in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden und der Gemeindevereinigungen fallenden Abfallbewirtschaftungsanlagen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "die Regierung" durch die Wörter "der Minister" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 3 werden die Wörter "der Regierung" durch die Wörter "des Ministers" ersetzt.

**Art. 44** - In Artikel 12 § 4 desselben Erlasses werden die Wörter "der Regierung" durch die Wörter "des Ministers" ersetzt.

**Art. 45** - Artikel 17 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "die Regierung" durch die Wörter "der Minister" ersetzt;

2° in Paragraph 4 werden die Wörter "die Regierung" stets durch die Wörter "der Minister" ersetzt.

Der Minister legt jedes Jahr der Regierung einen Bericht vor, der eine Liste der gewährten Subventionen, deren Höhe und das Datum, an dem sie gewährt wurden, enthält.

**Art. 46** - In Artikel 19 § 2 Abs. 2 desselben Erlasses werden die Wörter "der Regierung" durch die Wörter "des Ministers" ersetzt.

KAPITEL XVII. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen*

**Art. 47** - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2018 zur Festlegung der Liste der Säugetiere, die gehalten werden dürfen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 2019, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Abs. 1 werden die Wörter "beim Minister" durch die Wörter "beim Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz der Verwaltung" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird das Wort "Minister" jeweils durch die Wörter "Generaldirektor der Verwaltung" ersetzt;

3° in Paragraph 3 Absatz 1 werden die Wörter "Der Minister" durch die Wörter "Der Generaldirektor der Verwaltung" ersetzt.

**Art. 48** - In Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Februar 2019, werden die Wörter "Der Minister" durch die Wörter "Der Generaldirektor der Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL XVIII. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 über die Vorbeugung von Abfällen von Reklamedrucksachen und im Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle*

**Art. 49** - § 1. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 2006 über die Vorbeugung von Abfällen von Reklamedrucksachen wird aufgehoben.

§ 2. In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 2 werden die Wörter "- Papierabfälle" und "- Fotoabfälle" gestrichen;

2° das "Papierabfälle" betitelte Kapitel IV wird aufgehoben;

**3° das "Fotoabfälle" betitelte Kapitel IX wird aufgehoben.**

KAPITEL XIX. — *Änderungen im Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung*

**Art. 50** - In Artikel 118 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung werden die Wörter "31. Oktober" durch "31. März" ersetzt.

KAPITEL XX. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 51** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. September 2021 in Kraft.

**Art. 52** - Die Verfahren, die vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses begonnen wurden, werden nach den zu diesem Zeitpunkt geltenden Regeln fortgesetzt.

**Art. 53** - Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen und Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz  
C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31919]

**8 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering ter vereenvoudiging van de delegaties vervat in de wetgevingen die van toepassing zijn inzake Leefmilieu, Natuur, Bossen en Dierenwelzijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, inzonderheid op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 6 december 2001, 5, vervangen bij het decreet van 6 december 2001, 31*bis*, ingevoegd bij het decreet van 28 juni 2001 en 58*bis*, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid op artikel 36, eerste lid, 7°, vervangen bij de wet van 4 mei 1995 en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 8, § 1, 2°, gewijzigd bij het decreet van 11 maart 1999 en hernummerd bij het decreet van 20 december 2001;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 41, gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2014 en 23 juni 2016, en 55, § 7, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 2002;

Gelet op het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.147, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 5 juni 2008, D.149*bis*, §§ 2 en 3, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018 en D.160;

Gelet op het decreetgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikel D.222/1 ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016;

Gelet op het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikel 35, § 2, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2007, 5 juni 2008 en 5 december 2008;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op artikel D.105, gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, inzonderheid op de artikelen D.20, § 1, en D.28;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van de eetbare inlandse huisjesslakken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 1995 houdende de reglementering van de vergunningen voor het verkeer van niet voor de scheepvaart bestemde voertuigen op de oevers, de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen, in uitvoering van artikel 58*bis* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 maart 1999 houdende de voorwaarden voor het verkrijgen van een afwijking van het verbod honden als last- en trekdier te gebruiken;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 betreffende de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot vaststelling van de afwijkingen van de vogelbeschermingsmaatregelen;

Gelet op het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot regeling van het verkeer op en in de waterlopen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 betreffende de administratieve inbeslagneming van dieren;

Gelet op het rapport van 19 februari 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 3 mei 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 28 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;



Gelet op het decreet van 4 oktober 2018 betreffende het Waalse Dierenwelzijnwetboek;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen en Dierenwelzijn,

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijziging in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van de eetbare inlandse huisjesslakken*

**Artikel 1.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 21 februari 1984 betreffende de bescherming van de eetbare inlandse huisjesslakken worden de woorden "De Minister die het natuurbehoud onder zijn bevoegdheid heeft" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 1995 houdende de reglementering van de vergunningen voor het verkeer van niet voor de scheepvaart bestemde voertuigen op de oevers, de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen, in uitvoering van artikel 58bis van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud*

**Art. 2.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 1995 houdende de reglementering van de vergunningen voor het verkeer van niet voor de scheepvaart bestemde voertuigen op de oevers, de dijken alsook in de beddingen en wedden van de waterlopen, in uitvoering van artikel 58bis van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de voor Natuurbehoud bevoegde Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° in het derde lid worden de woorden "de voor Natuurbehoud bevoegde Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**HOOFDSTUK III.** — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 12 maart 1999 houdende de voorwaarden voor het verkrijgen van een afwijking van het verbod honden als last- en trekdier te gebruiken*

**Art. 3.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 maart 1999 houdende de voorwaarden voor het verkrijgen van een afwijking van het verbod honden als last- en trekdier te gebruiken worden de woorden "de Minister tot wiens bevoegdheid de Landbouw" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 4.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Veterinaire Diensten van het Ministerie van Landbouw" vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**HOOFDSTUK IV.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt*

**Art. 5.** In artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 juli 2017 en 5 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "kan de Minister" en de woorden ", voor iedere persoon";

2° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "bij de minister" en de woorden "binnen een termijn van zeventig dagen";

3° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden "of zijn afgevaardigde" ingevoegd tussen de woorden "De minister" en de woorden "beslist over de aanvraag".

**HOOFDSTUK V.** — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium*

**Art. 6.** In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende de erkenning van instellingen voor natuur- en boseducatie en de toekenning van toelagen wegens hun vormings- en bewustmakingsactiviteiten betreffende het Waalse natuurlijk patrimonium worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De Minister" worden telkens vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° de woorden "de Minister" worden vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**HOOFDSTUK VI.** — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 7.** In artikel 72, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aan het adres van de Minister van Leefmilieu" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 8.** In artikel 75 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "De Minister van Leefmilieu" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

1° in het tweede lid worden de woorden "de Minister van Leefmilieu" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot vaststelling van de afwijkingen van de vogelbeschermingsmaatregelen*

**Art. 9.** In artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot vaststelling van de afwijkingen van de vogelbeschermingsmaatregelen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "De minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "De minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 10.** In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de woorden "De minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen in het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 11.** In artikel R. 101 van het reglementair deel van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de Minister" worden vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

2° de woorden "het "DGARNE"" worden vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 12.** In artikel R. 105 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° de woorden "het "DGARNE"" worden vervangen door de woorden "de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 13.** Na artikel R.116 van hetzelfde Boek wordt een Hoofdstuk VII ingevoegd, dat een artikel R.117 bevat, luidend als volgt

"HOOFDSTUK VII. — *Modaliteiten van het beroep bedoeld in artikel D.150*

Art. R.117. § 1. Het in artikel D.150 bedoelde beroep wordt in één exemplaar toegezonden aan de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, die belast is met het onderzoek ervan.

§ 2. De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu onderzoekt het beroep en zendt het dossier van het beroep samen met zijn onderzoeksverslag aan de Minister binnen vijftien dagen vanaf de eerste dag volgend op de ontvangst van het beroep. "

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen in het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

**Art. 14.** In artikel 412 van het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 mei 2012 en 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "de minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "De Minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 15.** In artikel 413 van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 mei 2012 en 1 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel R.416, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren*

**Art. 17.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 2009 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 mei 2017 en 7 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 5/1 worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu";

2° in paragraaf 6 wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu".

**Art. 18.** Het tweede lid van artikel 19/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 15 november 2010 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 2017, wordt vervangen als volgt :

“De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu publiceert op de website van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de lijst van landen en van de kwekerijen die voldoen aan de vereiste voorwaarden.”

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen*

**Art. 19.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 betreffende de rehabilitatieplannen wordt vervangen als volgt:

“Art. 2. Het in artikel 35, § 2, van het decreet bedoelde saneringsplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de technisch ambtenaar.”

**Art. 20.** In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “zeven exemplaren” vervangen door de woorden “een exemplaar”.

**Art. 21.** In artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit vervallen de woorden “en aan de Minister”.

**Art. 22.** In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, vervallen de woorden “en aan de Minister”.

**Art. 23.** In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid geschrapt.

**Art. 24.** In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“De technisch ambtenaar beslist over het plan en stuurt zijn beslissing aan de belastingplichtige binnen de honderdtwintig dagen volgend op de kennisgeving van het feit dat het dossier ontvankelijk is.”

**Art. 25.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden “Op voorstel van de technisch ambtenaar kan de Minister te allen tijde, na de belastingplichtige de mogelijkheid te hebben gegeven om zijn standpunt uiteen te zetten,” vervangen door de woorden “De technisch ambtenaar kan te allen tijde, op verzoek van de belastingplichtige of op eigen initiatief, na de belastingplichtige de mogelijkheid te hebben gegeven om zijn standpunt uiteen te zetten”

**Art. 26.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden “De Minister” vervangen door de woorden “De technisch ambtenaar” en de woorden “waarbij hij het plan heeft goedgekeurd” worden vervangen door de woorden “waarbij het plan is goedgekeurd”.

**Art. 27.** In artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit vervallen de woorden “de Minister of”.

**Art. 28.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt: “Op basis van een door de belastingplichtige ingediend eindverslag, stelt de technisch ambtenaar na de vervaldatum van het rehabilitatieplan vast of de opgelegde voorwaarden al dan niet zijn uitgevoerd.”

**Art. 29.** § 1. In artikel 14, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit worden de woorden “op basis van het verslag van de technisch ambtenaar” ingevoegd tussen de woorden “na afloop van het plan” en de woorden “vaststelt dat de”.

§ 2. Artikel 14, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door “2° bij de intrekking van de beslissing waarbij het plan overeenkomstig artikel 10 is goedgekeurd”.

**Art. 30.** In artikel 16, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “aan de Minister” vervangen door de woorden “aan de technisch ambtenaar”.

**Art. 31.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “de Minister” worden vervangen door de woorden “de technisch ambtenaar”;

2° de woorden “na advies van de technisch ambtenaar overeenkomstig artikel 6” vervallen.

**Art. 32.** In artikel 17/1, paragraaf 1, 3°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “het ministerieel besluit tot beslissing” worden vervangen door de woorden “de beslissing”;

2° de woorden “de Minister” worden vervangen door de woorden “de technisch ambtenaar”.

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot regeling van het verkeer op en in de waterlopen*

**Art. 33.** In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2009 tot regeling van het verkeer op en in de waterlopen wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De inspecteur-generaal van het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu wijst de laad- en aflaadplaatsen aan na advies van het gemeentecollege en van het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu .”.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder*

**Art. 34.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 2010 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder worden de woorden “de Minister” vervangen door de woorden “de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

**Art. 35.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden “naar de Minister” vervangen door de woorden “naar de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

**Art. 36.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden “De Minister” vervangen door de woorden “De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

HOOFDSTUK XIV. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 betreffende de administratieve inbeslagneming van dieren*

**Art. 37.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 14 april 2016 betreffende de administratieve inbeslagneming van dieren, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 september 2018 en 7 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw Hulpbronnen en Leefmilieu” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst”;

b) in 5° worden de woorden “van het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

**Art. 38.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, worden de woorden “van de Minister” vervangen door de woorden “van de Minister, zijn afgevaardigde”.

**Art. 39.** Artikel 6/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019, wordt vervangen als volgt :

“Art. 6/2. § 1. Wanneer de inbeslagneming op initiatief van de ambtenaar wordt uitgevoerd, bepaalt de Minister of zijn afgevaardigde de bestemming van het dier binnen zestig dagen na de ontvangstdatum door de Dienst van het proces-verbaal bedoeld in artikel D.149bis, § 2, van het Milieuwetboek, en van de beslissing tot inbeslagneming.

Bij gebrek aan beslissing bedoeld in het eerste lid moet de Minister of zijn afgevaardigde de verantwoordelijke voor het dier in kennis stellen van de opheffing van de inbeslagneming en de mogelijkheid om het dier in bezit te nemen waar het ondergebracht wordt.

§ 2. Wanneer de inbeslagneming op initiatief van de burgemeester wordt uitgevoerd, beslist hij over de bestemming van het dier binnen een termijn van 60 dagen te rekenen na de datum van de beslissing tot inbeslagneming.

Bij gebrek aan een op grond van het eerste lid genomen beslissing moet de burgemeester de verantwoordelijke voor het dier in kennis stellen van de opheffing van de inbeslagneming en de mogelijkheid om het dier in bezit te nemen waar het ondergebracht wordt. ”

**Art. 40.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018, worden de woorden “de Minister” vervangen door de woorden “de Minister, zijn afgevaardigde”.

HOOFDSTUK XV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de basisopleiding aanvankelijke en de aanvullende voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie*

**Art. 41.** In artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2016 betreffende de basisopleiding aanvankelijke en de aanvullende voortgezette opleiding, en de evaluatie van de nodige kennis voor het verkrijgen van een fytolicensie worden de woorden “De Minister” vervangen door de woorden “De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.

**Art. 42.** In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “De Minister” vervangen door de woorden “De directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu”.



HOOFDSTUK XVI. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties die onder de bevoegdheid van de gemeenten en verenigingen van gemeenten vallen*

**Art. 43.** In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 15 september 2016 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties die onder de bevoegdheid van de gemeenten en verenigingen van gemeenten vallen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Minister";
- 2° in paragraaf 2, tweede lid, 3°, worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Minister".

**Art. 44.** In artikel 12, paragraaf 4 van hetzelfde besluit, worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Minister".

**Art. 45.** In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Minister";
- 2° in paragraaf 4 worden de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Minister".

De Minister dient jaarlijks bij de Regering een verslag in met een lijst van de verleende subsidies, het bedrag ervan en de datum waarop zij zijn verleend.

**Art. 46.** In artikel 19, paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van de Regering" vervangen door de woorden "van de Minister".

HOOFDSTUK XVII. - *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden*

**Art. 47.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2018 tot vaststelling van de lijst van de zoogdieren die gehouden mogen worden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bij de Minister" vervangen door de woorden "bij de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn van de administratie";

2° in paragraaf 2 wordt het woord "Minister" telkens vervangen door de woorden "directeur-generaal van de administratie";

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "De Minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de administratie".

**Art. 48.** In artikel 9, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 februari 2019, worden de woorden "De Minister" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van de administratie".

HOOFDSTUK XVIII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 betreffende de preventie van papierafval van reclamebladen en van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen*

**Art. 49.** § 1. Het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2006 betreffende de preventie van afval van reclamepapier wordt opgeheven.

§ 2. In het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in artikel 2 vervallen de woorden "- papierafval;" en "-fotografisch afval";
- 2° hoofdstuk IV met als opschrift "Papierafval" wordt opgeheven;
- 3° hoofdstuk IX met als opschrift "Fotografisch afval" wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XIX. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering*

**Art. 50.** In artikel 118, paragraaf 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering worden de woorden "31 oktober" vervangen door de woorden "31 maart".

HOOFDSTUK XX. — *Slotbepalingen*

**Art. 51.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2021.

**Art. 52.** Procedures die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingeleid, worden voortgezet volgens de op die datum geldende regels.

**Art. 53.** De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen en Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 8 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER